

Réforme des Retraites : **Ce n'est vraiment** **pas l'urgence !**

Le gouvernement ne pouvait plus rabâcher ses arguments mensongers avec ses mots à contre sens sur son système à points « juste, équitable, nécessaire », dixit Macron, et défendre l'indéfendable. Alors que l'urgence est l'épidémie du Coronavirus, il a préféré passer en force sa réforme des retraites :

nous demandons la mise en quarantaine de sa réforme en suspendant son processus législatif !

Quand le 49.3 contamine les retraites !

Macron fait passer en force son système à points avec le 49.3 sans vote à l'Assemblée Nationale :

- ⇒ **il nie** toutes les grèves et toutes les mobilisations de toutes les catégories sociales confondues,
- ⇒ **il nie** l'opinion d'une large majorité de français opposée à son système à points,
- ⇒ **il nie** le rapport accablant du Conseil d'État.
- ⇒ **il nie** la volonté d'un collectif, dans lequel le SAF (Syndicat des Avocats de France) est partie prenante, de déposer un recours auprès du Conseil Constitutionnel pour démontrer la non-conformité de cette réforme avec notre constitution,
- ⇒ **il nie** même la position de ses amis du Medef dont le dirigeant a rappelé haut et fort :
« Je fixe moi aussi une ligne rouge : hors de question de toucher au niveau des cotisations ».

Le 49.3 plus fort que le COVID-19

Mais le comble de la magouille politique c'est de profiter grossièrement d'un conseil de ministres extraordinaire destiné à prévenir l'épidémie pour placer son 49.3 en utilisant le chiffon rouge du coronavirus. Il essaie de noyer la colère dans la peur d'une pandémie relayé en boucle sur les chaînes de télé en continu.

Il joue cyniquement sur cette peur collective qui favorise l'instinct grégaire des peuples et les dérives que cela peut occasionner !

Pour Macron, le tour est enfin joué :

- ⇒ d'une part faire basculer définitivement, le plus vite possible, la retraite dans le budget de l'État en la transformant en une simple dépense sociale et,
- ⇒ d'autre part éliminer la branche retraite de la Sécurité Sociale.

Ainsi, les 330 milliards de retraite ne circuleront plus en dehors des marchés financiers.

Dès le vote de la loi, la Caisse Nationale Universelle de Retraite supplantera la Sécurité Sociale, elle absorbera aussi les régimes complémentaires. Dans le même temps, c'est la fin des régimes de la Fonction Publique et des régimes spéciaux, inséparables de leur statut.

Tous les retraité/es seront à la même enseigne dans le règne de l'arbitraire avec la perte des solidarités :

La retraite sera métamorphosée en une simple variable d'ajustement des finances publiques, une variable soumise à tous les aléas économiques fonction du volume des dépenses publiques, des restrictions budgétaires imposées aussi par la Commission de Bruxelles et de la politique menée en faveur des détenteurs de capitaux.

Pour cela, c'est faire travailler indéfiniment, c'est diviser les générations entre elles, c'est augmenter la valeur du point à cotiser et baisser celle du point reversé au moment de la retraite grâce à un nouvel indice à trouver pour l'ajuster à la baisse.

C'est au bout du compte recourir aux assurances privées et aux fonds de capitalisation pour compléter le montant dérisoire de ces retraites et avec les « Black rock » et Cie financieriser les retraites.

C'est revenir en arrière avec un système strictement individuel, injuste et inégalitaire.

Sécurité Sociale et Services Publics sont NOS biens communs pas des marchandises !

➤ Ainsi, avec ce passage en force, Macron veut, contre le progrès social, briser le pacte social en mettant fin à notre système de retraite solidaire fondé sur des droits.

➤ Le sabotage de la branche retraite constituerait une étape certaine pour avancer vers la fin de notre modèle social créé par le Conseil National de la Résistance pour un modèle à l'anglo-saxonne où dominerait l'individualisme et l'insécurité sociale

➤ Les retraité/es poursuivront toutes les actions , initiatives contre cette imposture : la retraite doit demeurer un droit garanti notamment par son mode de calcul, un droit inaliénable, loin de toutes considérations financières et complètement indépendant des marchés financiers qui lorgnent depuis longtemps sur cette manne financière.

◆ La Sécurité Sociale avec notre système de retraite par répartition solidaire, tous nos Services Publics, avec nos hôpitaux publics, doivent être impérativement préservés, toujours améliorés, adaptés aux réels besoins.

◆ C'est ce qui apparaît d'ailleurs au grand jour aujourd'hui et les défendre avec leur missions de service public opposés aux objectifs de rentabilité du privé est plus que jamais d'actualité.